

Vauzelle: "remettre à plat notre politique régionale"

Bousculé sur son budget, le président PS du Conseil régional doit jouer serré

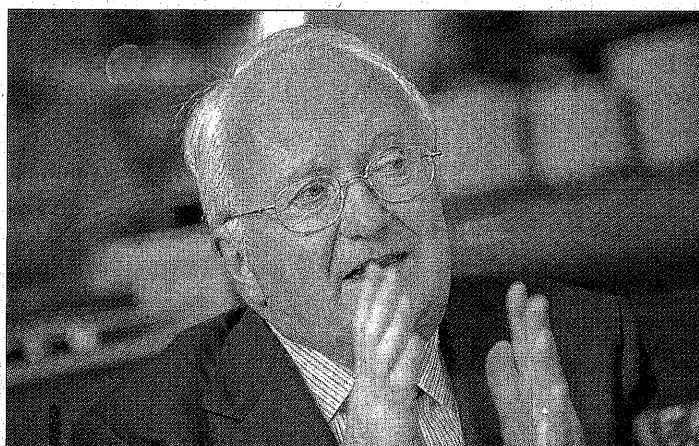
Mis en difficulté sur son budget hier, le président PS du Conseil régional accompagnera la semaine prochaine en Algérie le président de la République qui lui a confié une mission en Méditerranée.

■ Vous attendiez-vous à ces oppositions sur le vote du budget?

Il a été très difficile à élaborer. Nous comprenons les difficultés de choix de chacun, car il n'est pas simple de rendre concrets les choix de la gauche. Nous sommes confrontés à une crise mondiale où nous sommes désarmés face aux puissances financières. L'Europe libérale ne nous a pas protégés, la droite a saccagé les services publics et les agences de notation se permettent de détruire les économies et le climat social. Mais les citoyens ne comprendraient pas si nous ignorions tout cela. Pour pouvoir emprunter correctement, il nous faut des notes positives, ce qui est le cas. Nous n'augmentons pas notre fiscalité. Le budget doit donc afficher des priorités.

■ Votre majorité serait-elle dans le doute?

Elle partage les inquiétudes du peuple qui l'a élue. Le groupe socialiste a montré son unité et pris ses responsabilités. Mais cette majorité d'union de la gauche dont nous avons maintenu à peu près la cohésion manifes-



"La métropole ne se décrète pas par une institution," pointe Michel Vauzelle.

/ PHOTO FRÉDÉRIC SPEICHER

tes ses inquiétudes. Il faut prendre en compte ses remarques, sachant que personne n'a de monopole de la gauche ici. Dès janvier, nous allons remettre à plat notre politique régionale, toutes nos dépenses pour voir ce qui n'est pas nécessaire pour la gauche. Cela signifie qu'il faudra faire plus d'efforts pour l'exercice 2014.

■ Or, la Région pourrait accroître ses prérogatives auprès de la future métropole...

La Région se bat pour un aménagement du territoire qui permette de développer le port et les grands axes, tout en étant actif sur l'emploi, les transports, l'éducation ou la sécurité. C'est aussi le sens de l'action du gouvernement. La métropole ne se

décrète pas par une institution, mais se développera en parallèle avec la Région. Sur le syndicat mixte régional des transports, par exemple, nous avançons pas à pas. Il nous faudra des moyens financiers de l'État au-delà de la volonté politique.

■ Que faut-il attendre de votre mission en Méditerranée?

Il y a ici une grande cause nationale qui se dessine. Cette région qui est la façade de la Méditerranée doit jouer un rôle prépondérant. En Algérie, un pays avec lequel nous cohabitons, l'enjeu sera multiple pour notre région et pour la France dont l'Algérie n'a plus besoin. Il ne faut surtout pas se couper de ces peuples méditerranéens.

Recueilli par François TONNEAU

Région: la gauche chahute le budget

Ils s'y sont mis à deux pour marquer leurs différences dans la différence. Contestant hier matin un budget "manquant de vision, de courage", craignant qu'il se "resserre sur certains piliers au détriment de politiques volontaristes," les écologistes ont bousculé le vote le plus important de l'année au Conseil régional. Un quart d'entre eux se sont abstenus, faisant tanguer une majorité où le Front de Gauche avait choisi de "laisser chacun s'exprimer librement. Nous ne nous laisserons pas enfermer dans une logique d'austérité gouvernementale," a souligné Gérard Piel, plaçant le coureur de la fronde au niveau national. Après un vote électronique inédit, le budget 2013 a été voté d'une courte marge, 64 suffrages sur 120 lui étant favorables. 49 élus ont voté contre et 7 se sont abstenus, dépassant les seules voix d'une droite qui avait dénoncé "un tour de vis bien réel. La gauche a découvert la crise", s'était ainsi amusé l'UMP Thierry Mariani. Le vice-président PS délégué aux Finances Jean-Louis Joseph avait auparavant défendu un "budget de combat" de 1,9 milliard d'euros où l'investissement diminue légèrement.

F.T.